

DIPLOMATIE

La Grèce, futur « pont » pour le passage des hydrocarbures offshore



Le chef de la diplomatie grecque, Georgios Katrougalos, lors d'une conférence mardi à l'USJ. Photo Marlène Khalifé

Les pipelines de l'est de la méditerranée n'empiéteront pas sur la ZEE libanaise », a assuré le chef de la diplomatie grecque.

Zeina ANTONIOS

Le ministre grec des Affaires étrangères Georgios Katrougalos a fait part avant-hier de la volonté de son pays de faire office de « pont » pour le passage des pipelines de pétrole et de gaz dans la région. Il s'exprimait dans le cadre d'une conférence sur l'avenir de l'Europe tenue au campus des sciences sociales de l'Université Saint-Joseph, rue Huvelin.

M. Katrougalos a révélé que son pays souhaite faire le lien « entre l'Égypte, l'Afrique et l'Europe » en matière de transport des hydrocarbures offshore. « Nous voulons être un point de rencontre pour les pipelines et les hydrocarbures (dans l'est

de la Méditerranée). Nous avons un protocole de coopération avec Israël et Chypre à ce sujet. Ce projet sera à l'avenir le principal moyen de transport des hydrocarbures de et vers l'Europe et nous n'excluons pas le Liban », a dit le ministre, qui faisait allusion au projet de construction du gazoduc EastMed. Une fois mis en place, EastMed devrait relier Israël, Chypre la Grèce et l'Italie. « Les pipelines de l'est de la méditerranée n'empiéteront pas sur la zone économique exclusive libanaise », a assuré M. Katrougalos, répondant ainsi aux inquiétudes du Liban et de son homologue, Gebran Bassil. Ce dernier a exprimé à maintes reprises des craintes face à une violation de la ZEE libanaise et aux vues d'Israël concernant le bloc 9.

« Non à une Europe club »

« Nous sommes dans une phase charnière en Europe, notamment à l'approche des élections parlementaires de l'UE (prévues le mois prochain) », a par ailleurs estimé M. Katrougalos lors de la conférence. « Les Grecs disent oui à une Europe de choix et non à une Europe club », a-t-il ajouté.

Le ministre a par ailleurs appelé à une gouvernance économique plus démocratique et assurant un meilleur équilibre entre les dimensions sociale

et économique en Europe. « La majorité des citoyens européens n'ont pas confiance dans les institutions européennes et se sentent aliénés face à l'Union européenne », a-t-il souligné, graphiques à l'appui.

Le chef de la diplomatie grecque a ensuite fait état d'une « explosion des inégalités dans le monde occidental et d'une baisse du niveau de vie dans plusieurs pays ». « Quand on a le sentiment que ce n'est pas seulement le marché qui produit les inégalités, mais les interventions politiques, on se retrouve face à une crise politique de légitimité », a-t-il déclaré.

« La plupart des Européens pensent que les partis traditionnels ne s'intéressent pas à eux. Beaucoup estiment aujourd'hui qu'il n'est plus nécessaire de vivre dans la démocratie telle qu'elle se présente en Europe actuellement », a encore dit M. Katrougalos, qui estime que le Vieux Continent fait face à une « crise profonde ».

« Il y a aujourd'hui en Europe deux visions antithétiques. D'un côté, il y a ceux qui prônent une Europe d'ouverture et de respect des libertés, et de l'autre, il y a ceux qui tendent vers les nationalismes », a souligné le ministre, estimant que les nouveaux boucs émissaires en Europe sont aujourd'hui les migrants et les réfugiés.